Nations Unies A/63/180

Assemblée générale

Distr. générale
28 août 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session
Point 49 de l'ordre du jour provisoire*
Les technologies de l'information et des communications au service du développement

Programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies

Rapport du Directeur général de l'UNESCO sur la mise en œuvre de la résolution 50/130 de l'Assemblée générale, y compris les recommandations de la dixième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général transmet ci-joint le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, présenté conformément à la résolution 50/130 de l'Assemblée générale.

* A/63/150.

08-44130 (F) 210808 220808

Résumé

Le présent rapport établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est transmis à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale en application de ses résolutions 50/130 et 51/172, cette dernière ayant notamment insisté « sur la nécessité de soutenir les systèmes de communication réciproque, qui facilitent le dialogue, permettent aux communautés de prendre la parole, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions concernant leur développement ».

Le texte analyse la participation des organismes des Nations Unies à la mise en œuvre des mécanismes de collaboration interinstitutions visant à donner un cadre effectif et cohérent aux activités de suivi des mesures pertinentes.

Table des matières

		Paragraphes	*Page*
I.	Introduction	1–2	3
II.	La dixième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement	3–17	3
III.	La communication pour le développement dans le contexte actuel de l'ONU	18–33	6
IV.	Actions menées en collaboration par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies	34–56	9
V.	Mesures prises par les organismes, programmes et fonds des Nations Unies	57–91	14
VI.	Actions des organisations des Nations Unies menées en collaboration avec la société civile	92–94	24
VII.	Conclusions et recommandations	95–99	25

I. Introduction

1. Dans sa résolution 50/130, l'Assemblée générale a souligné le rôle important que jouent les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies en accroissant la transparence de la coordination à l'échelle du système et elle a souligné également la nécessité de faciliter davantage la coopération interorganisations et de maximiser les effets produits par les programmes de développement. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général, en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), conformément au mandat de cette organisation dans le domaine de la communication ainsi qu'à la résolution 4.1 adoptée à la vingt-huitième session de sa Conférence générale, de lui rendre compte à sa cinquante et unième session et, par la suite, tous les deux ans de l'application de la résolution.

2. Sur la base de ce mandat, le présent rapport analyse la participation des organismes des Nations Unies à la mise en œuvre des programmes de communication pour le développement ainsi que des mécanismes de collaboration interinstitutions visant à donner un cadre effectif et cohérent aux activités de suivi des mesures pertinentes.

II. La dixième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement

3. Des représentants du Secrétariat de l'ONU et de ses fonds, programmes et institutions spécialisées[1] ainsi que de la Banque mondiale et du Comité d'aide au développement de l'OCDE, des universitaires et des praticiens et autres experts de la communication pour le développement ont participé à l'examen des dispositions existantes en matière de coordination de la communication pour le développement à l'occasion de la dixième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 12 au 14 février 2007 sous les auspices de l'UNESCO.

4. Plus de 40 personnes ont participé à cette dixième Table ronde, dont le thème était : « Vers une approche commune du système des Nations Unies pour mettre la communication pour le développement au service de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ». Il s'agissait principalement de formuler des interventions concrètes et réalisables permettant aux organismes membres du système des Nations Unies d'élaborer conjointement une démarche d'ensemble, une stratégie et un plan d'action concernant les applications pratiques de la communication pour le développement.

5. La réunion avait pour objectif a) d'accroître la collaboration interinstitutions au Siège et au niveau des équipes de pays, b) de sensibiliser davantage les organisations du système des Nations Unies aux façons de mesurer l'incidence et l'efficacité de la communication pour le développement et, c) de mettre en place des mécanismes visant à harmoniser les méthodes utilisées pour la programmation de la communication pour le développement au sein du système des Nations Unies.

---

[1] La liste des participants peut être consultée à l'adresse suivante : www.unesco.org/webworld/media-development/10th-roundtable.

6. Les participants ont répété que la communication pour le développement est un facteur essentiel de l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement, ont reconnu le rôle clef joué à cet égard par des médias indépendants et pluralistes et ont présenté deux documents de travail[2] afin d'énoncer clairement ces points de vue et de souligner qu'il est indispensable d'accorder une priorité élevée à la communication pour le développement afin d'assurer la cohérence et l'harmonisation des mesures à prendre au niveau des pays. Les documents de travail élaborés à la demande du PNUD et de l'UNESCO offraient un aperçu général de la situation et présentaient des suggestions pour améliorer la coordination interinstitutions au Siège et au niveau des pays.

7. Pour les participants, l'initiative de réforme de l'ONU « Unis dans l'action » offre la possibilité de : a) déterminer quelles capacités font défaut; b) intégrer la pratique de la communication pour le développement dans la planification pour le développement, en particulier dans le cadre du bilan commun de pays du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, des documents de stratégie de réduction de la pauvreté, etc.; et c) introduire l'utilisation d'outils de diagnostic tels que les indicateurs de développement des médias et les audits de la communication dans les pays pilotes du programme Unité d'action des Nations Unies.

8. La Table ronde a fait le bilan des initiatives et des activités pertinentes actuellement en cours dans le système des Nations Unies dans les trois grands domaines suivants :

a) La communication comme mécanisme de gouvernance ou de participation : faire entendre la voix des citoyens, faciliter le débat public et amener les gouvernements à assumer leurs responsabilités en utilisant les médias comme groupe social important mais aussi comme véhicule pour l'information;

b) Adéquation de la communication : utiliser des méthodes de communication variant selon les besoins pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement adoptés au niveau international;

c) Technologies de l'information et de la communication : les capacités de transformation qu'offrent les techniques d'information et de communication facilitent l'accès à l'information et favorisent la participation des citoyens; elles peuvent s'avérer particulièrement fructueuses en encourageant la création de contextes politiques favorables, de modes de financement novateurs et de partenariats entre de multiples parties prenantes.

9. Les participants ont noté qu'à l'heure actuelle, les Nations Unies n'utilisent pas la méthodologie de base permettant d'évaluer les besoins en matière de communication pour le développement, en particulier au niveau des pays.

10. Dans le système des Nations Unies, on envisage généralement la communication surtout comme une transmission d'informations vers le bas pour faire la promotion de mandats, méthodes et priorités politiques spécifiques, pour se

---

[2] UNESCO et PNUD; « Towards a common United Nations system approach: harnessing communication to achieve the Millenium Development Goals »; documents de travail préparés pour la dixième Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement, Addis-Abeba (Éthiopie) du 12 au 14 février 2007.

faire mieux connaître du grand public et pour appuyer les campagnes d'appel de fonds.

11. Les stratégies d'information sont regroupées par le Département de l'information, qui s'est montré de plus en plus à même de prendre position face aux questions de portée mondiale pour promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement et de faire en sorte que les groupes cibles et le grand public soient au courant du travail réalisé par l'ONU. C'est là quelque chose d'extrêmement important pour le profil et les objectifs de l'Organisation en matière de développement mais cela ne constitue pas nécessairement une forme concrète de communication pour le développement, qui doit être participative et appuyer les programmes de développement axés sur les changements sociaux.

12. Des liens structurels et opérationnels entre la Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement et le Groupe de la communication des Nations Unies pourraient améliorer la connaissance et les compétences en ce qui concerne la communication pour le développement au sein du système des Nations Unies et contribueraient aussi à une harmonisation des priorités de programmation et des activités de communication.

13. Des liens de même nature avec le Groupe des Nations Unies pour le développement pourraient mettre en relief la façon dont la communication pour le développement enrichit la planification du développement, en particulier dans le cadre de la réalisation des programmes de l'Organisation, comme dans le cas du bilan commun de pays du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Si la communication pour le développement est intégrée au niveau de la conception des politiques, cela garantira sa prise en considération pour l'établissement des priorités et lors des différentes interventions de l'ensemble de l'Organisation.

14. Une relation triangulaire entre la Table ronde interinstitutions, le Groupe de la communication et le Groupe pour le développement pourrait permettre d'envisager un renforcement des capacités du personnel de l'ONU, l'adoption d'une politique cohérente et uniforme en matière de communication pour le développement, ainsi que le suivi systématique des recommandations de la Table ronde au Siège et sur le terrain.

15. Les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies et, en particulier, ceux qui ont été contactés lors de la réunion de la Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement, ont présenté les recommandations générales suivantes :

a) Faire comprendre aux principaux décideurs des institutions spécialisées, programmes et fonds des Nations Unies qu'il est important de considérer les principes et les méthodes de la communication pour le développement comme des éléments prioritaires de tous les secteurs de programme et qu'il faut prévoir les ressources humaines, techniques et financières nécessaires à cette fin;

b) Conseiller aux dirigeants des organismes, programmes et fonds d'intégrer les principes et les méthodes de la communication pour le développement dans la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et projets; veiller à ce que les principes et les méthodes de la communication pour le développement, y compris les évaluations des besoins, soient intégrés dans les directives concernant les bilans communs de pays du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au

développement ou d'autres activités équivalentes afin d'obtenir de meilleurs résultats;

c) Inviter le coordonnateur résident de l'ONU à veiller à améliorer la cohérence et la coordination de la communication pour le développement au niveau des pays;

d) Créer un mécanisme interinstitutions officiel chargé de promouvoir et de renforcer la communication pour le développement au sein du système des Nations Unies.

16. Les participants sont convenus que la onzième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement serait organisée conjointement par le PNUD et la Banque mondiale à Washington.

17. Le texte complet des recommandations d'Addis-Abeba peut être consulté à l'adresse électronique suivante : http://www.unesco.org/webworld/en/10roundtable-recommendations.

III. La communication pour le développement dans le contexte actuel de l'ONU

18. Les modalités et stratégies utilisées pour la communication pour le développement au sein du système des Nations Unies sont aussi diverses et variées que les besoins en matière de développement mais elles sont guidées par la résolution 50/130 de l'Assemblée générale et la définition qui figure dans la résolution 51/172, qui, notamment, insiste sur la nécessité de soutenir les systèmes de communication réciproque, qui facilitent le dialogue, permettent aux communautés de prendre la parole, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions concernant leur développement.

19. En d'autres termes, la « communication pour le développement est un processus social fondé sur le dialogue qui utilise tout un éventail d'outils et de méthodes. Elle nécessite aussi une amélioration des comportements à différents égards : il faudrait être davantage à l'écoute, inspirer mieux confiance, partager connaissances et compétences, élaborer des politiques, dialoguer et tirer des leçons de l'expérience pour parvenir à des changements durables et profonds. C'est autre chose que les relations publiques ou la communication interne à l'Organisation »[3].

20. Les organisations du système des Nations Unies qui pratiquent la communication pour le développement en connaissance de cause mettent à profit sa démarche consultative et participative pour faciliter les liens entre les programmes, informer et sensibiliser, renforcer les capacités des ressources humaines des pouvoirs publics ou de la société civile, modifier les comportements et les pratiques, infléchir les aptitudes et les normes sociales et amener les populations visées à croire davantage en leurs capacités et mieux prendre en charge leurs activités. Ces interventions sont principalement destinées aux communautés locales ou aux groupes marginalisés mais elles peuvent aussi servir à gérer le changement en cas de catastrophe naturelle, y compris les épidémies et les changements climatiques.

---

[3] Congrès mondial sur la communication pour le développement. The Rome Consensus: communication for development: major pillar for development and change (Final version), janvier 2007.

21. La diversité des médias joue un rôle clef en facilitant la réalisation de la communication pour le développement et en élargissant l'amplitude des échanges d'informations pour passer de la communication interpersonnelle de base à des interventions publiques, des débats et une participation démographique, ce qui permet à de multiples points de vues de se faire mieux entendre, compte tenu en particulier de la transformation des valeurs culturelles qui doivent s'adapter à l'évolution rapide de leur milieu environnant.

22. Les capacités des médias ont des répercussions directes sur le système des Nations Unies, en particulier dans le contexte du programme « Unis dans l'action », qui offre une excellente occasion de procéder au développement des médias nationaux et d'inciter les médias à s'associer au développement durable en tant que partenaires au lieu de rester simplement des courroies de transmission de l'information.

23. Il est essentiel de constituer des partenariats avec les médias, et des initiatives conjointes pourraient contribuer à renforcer les capacités d'enquête et les connaissances spécialisées des journalistes et des institutions médiatiques pour protéger le public contre ce qui, sinon, pourrait se produire, en particulier, lorsque la recherche et la diffusion de l'information sont déficientes dans des sociétés confrontées à des problèmes complexes de développement; cela s'applique à divers domaines tels que la gestion des ressources naturelles, la prévention des maladies contagieuses ou l'accès à l'information et aux services de base.

24. L'UNESCO, le PNUD et l'UIT jouent un rôle moteur dans la mise en œuvre des grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information, qui cherche à réduire la fracture numérique pour permettre à toutes les parties prenantes de mettre davantage à profit les technologies de l'information et de la communication aux fins du développement, et à encourager la création de conditions propices et le renforcement des capacités pour assurer le plus large accès possible à l'information et à la communication.

25. Conformément à la Déclaration de principes de Genève et à l'Engagement de Tunis, les organismes du système des Nations Unies utilisent les techniques de l'information et de la communication (TIC) pour mettre au point des plates-formes librement accessibles et des canaux de communication permettant de favoriser l'expression individuelle et l'accès à l'information.

26. Ces plates-formes sont conçues pour des groupes cibles très variés comme les femmes (projet Dimitra/FAO), les jeunes (La voix des jeunes/UNICEF), les autochtones (e-Bario ICT vision/PNUD), les professionnels des médias (plate-forme électronique audiovisuelle/UNESCO), les communautés rurales (centres électroniques communautaires/CESAP). Il est souhaitable que les centres multimédias communautaires de l'UNESCO s'associent à ces efforts vu leur nombre croissant; les 130 qui existent actuellement dans le monde utilisent la radio et les télécentres de façon intégrée pour promouvoir la création de contenu local grâce à la participation des populations desservies.

27. En s'appuyant sur le principe de la liberté d'accès et d'utilisation, c'est-à-dire que tous les produits élaborés sont gratuits et peuvent être adaptés aux besoins de leurs utilisateurs, l'UNICEF diffuse et teste différents outils comme une station radiophonique mobile (ROSCO), spécialement conçue pour les situations d'urgence; cet organisme promeut également l'utilisation de téléphones mobiles dans le monde

rural pour l'accès à Internet et la collecte de données (RapidSMS), et les espaces de collaboration (UNIWIKI) qui permettent aux jeunes de créer et partager des contenus accessibles par différents médias[4].

28. Les TIC ne peuvent toutefois jouer un rôle utile que si elles sont équitablement accessibles en ce qui concerne les langues et le matériel employés, les applications appropriées et le renforcement des capacités des utilisateurs. En outre, les utilisateurs avertis des médias et de l'information peuvent mettre à profit leur sens critique et les outils d'analyse dont ils peuvent disposer pour se faire une idée objective de la valeur et de la crédibilité de l'information qui leur est offerte.

29. Sur le terrain, la communication pour le développement constitue une composante essentielle des programmes de développement, par exemple dans le secteur agricole, mais certains pensent qu'au lieu d'utiliser les TIC comme outils de gestion du savoir, on devrait profiter de leur potentiel de transformation pour mettre l'expression individuelle et le dialogue à la portée d'un plus vaste public.

30. La connaissance de la communication pour le développement et l'expérience acquise en la matière au sein du système des Nations Unies sont gérées par un nombre limité d'organismes et de programmes qui agissent chacun de leur côté au lieu d'unir leurs efforts pour s'acquitter du mandat qui leur a été confié. Ils désignent donc de façon différente les modes de communication qu'ils utilisent, mais il s'agit dans tous les cas de favoriser un dialogue constructif et un processus de changement social pour améliorer les conditions de vie des populations concernées.

31. La table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement, qui se réunit tous les deux ans, cherche à mettre en place des liens opérationnels avec le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Groupe de la communication des Nations Unies pour déterminer comment doit évoluer ce mécanisme. En effet, les organismes membres du système des Nations Unies s'intéressent de plus en plus à cette table ronde, comme l'ont montré les participants à un atelier organisé durant la septième réunion annuelle du Groupe de la communication quand ils ont appelé de leurs vœux une formation et un échange d'informations systématiques pour leur permettre d'en savoir davantage sur la communication pour le développement.

32. L'intégration de la communication pour le développement dans la planification nationale du développement et l'utilisation d'indicateurs sur le développement des médias comme outils de diagnostic pourraient finalement contribuer à créer des conditions favorables et à renforcer les capacités des professionnels des médias pour qu'ils puissent examiner en toute indépendance et objectivité les facteurs qui entravent l'atteinte par les États Membres des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs adoptés par la communauté internationale.

33. La promotion de la liberté d'expression et de l'universalité de l'accès à l'information, le renforcement des contextes juridiques et réglementaires, le renforcement des capacités des médias, la sensibilisation des professionnels des médias et l'accès accru des groupes vulnérables à l'information sont des activités du ressort de l'ONU qui militent en faveur d'une mise en œuvre plus poussée de la communication pour le développement.

---

[4] http://www.mepemepe.com/wiki/Main_Page.

IV. Actions menées en collaboration par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies

Création d'environnements porteurs et de possibilités de s'exprimer

34. Le présent rapport n'a pas pour ambition de présenter une analyse de la pratique de la communication pour le développement dans l'ensemble du système des Nations Unies; il tente plutôt de montrer que les liens qui sont tissés dans ce domaine au sein de chacune de ses composantes et entre elles peuvent avoir des effets positifs sur les résultats liés à l'exécution des programmes. Les paragraphes qui suivent visent à donner quelques brefs exemples de ce que peut être une collaboration interinstitutions s'appuyant sur des thèmes généraux.

35. Parallèlement au renforcement des centres multimédias communautaires en Afrique, soutenu par l'UNESCO et ses partenaires, le PNUD met en œuvre des projets pilotes en vue de déterminer comment, dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, permettre aux communautés marginalisées de faire entendre leur voix, par le truchement des médias, dans les instances s'occupant du développement.

36. La FAO a participé aux projets pilotes menés en Albanie et en Tanzanie aux fins de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, auxquels on a ajouté un volet communication pour le développement en vue de mettre sur pied un cadre stratégique et un mécanisme consultatif concernant la prise en compte des besoins des agriculteurs dans la recherche agronomique, la réorientation vers l'économie de marché, la diversification des revenus, la protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique. En Tanzanie, cet élément met l'accent sur l'utilisation au profit des communautés rurales de méthodes et de systèmes d'information et de communication attentifs à la problématique hommes-femmes, l'évaluation participative des communications rurales et l'utilisation des radios rurales, des technologies de l'information et des communications et des services de messages courts (SMS).

37. Plusieurs outils d'évaluation ont été élaborés :

a) Pour mesurer la capacité des communautés de recevoir l'information, la transmettre et agir lors d'exercices de communication axée sur l'autonomisation (PNUD);

b) Pour améliorer les flux d'information entre les autorités centrales et les collectivités locales (Fonds d'équipement des Nations Unies);

c) Pour déterminer les capacités des médias nationaux au moyen d'indicateurs du développement des médias, en vue de corriger les déficiences (UNESCO);

38. Des actions de communication pour le développement adaptées à un secteur particulier sont menées s'agissant par exemple :

a) De mener à bien la reconstruction des camps de réfugiés au Liban [Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)];

b) De combler le fossé numérique et de conseiller les communautés rurales sur les possibilités d'accès adéquates et abordables aux technologies de l'information et des communications (CESAP);

c) De négocier et d'assurer l'allocation de ressources financières à 46 programmes nationaux dans lesquels la communication est identifiée comme un pilier essentiel du développement et, à cet effet, de mettre à profit l'expérience du système des Nations Unies (Banque mondiale).

Survie, développement et protection des enfants et des femmes

39. Une stratégie révisée de communication pour le développement axée sur la survie et le développement de l'enfant a pour objet de contribuer à réduire de 40 % le taux de mortalité infantile en encourageant des pratiques telles que le recours exclusif à l'allaitement au sein pendant les premiers mois, les thérapies de réhydratation par voie orale, la protection des enfants et des femmes enceintes par des moustiquaires traitées à l'insecticide, et l'habitude de se laver les mains lors de certains actes, par exemple avant de manger, après être allé aux toilettes, après avoir lavé un enfant ou avant de préparer les repas. L'initiative de développement pour la communication visant à promouvoir ces pratiques essentielles est conduite par l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) avec le concours d'organisations non gouvernementales partenaires.

40. Au Sénégal, un modèle d'intervention centrée sur les communautés et fondée sur le dialogue a incité 3 000 communautés sur 5 000 à déclarer publiquement qu'elles renonçaient aux mutilations génitales féminines, soit un recul de ces pratiques de plus de 70 % depuis 2006, contre 25 % seulement dans les villages où ce modèle n'a pas été mis en œuvre. Le programme a été adapté au Burkina Faso, à Djibouti, en Gambie, en Guinée et au Mali avec l'appui de l'UNICEF.

Prévention des catastrophes : grippe aviaire

41. Afin de prévenir la propagation de la grippe aviaire, l'UNICEF, en étroite collaboration avec la FAO, l'OMS, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Bureau du Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour les grippes aviaire et humaine et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a, en 2006 et 2007, aidé les gouvernements de 50 pays et leurs partenaires de la société civile à planifier, exécuter, suivre et évaluer de vastes campagnes de communication. Les données recueillies dans le cadre du suivi suggèrent que les familles élevant quelques volailles avaient pris l'habitude de se laver les mains et de ne consommer que des volailles bien cuites pour se protéger du virus H5N1. Toutefois, des pratiques plus complexes comme l'application de mesures de biosécurité améliorées et la déclaration spontanée des volailles trouvées mortes n'étaient pas aussi largement suivies. Une action de communication pour le développement à moyen ou à long terme est nécessaire pour éduquer convenablement les communautés.

42. À cet égard, la Banque mondiale préconise une approche multisectorielle dans laquelle les actions de communication visent essentiellement à informer les hauts

responsables politiques des scénarios possibles et du coût financier et social de problèmes immédiats, comme le risque d'une épidémie de grippe aviaire. La Banque mondiale a aidé des ministères à se doter d'une équipe de spécialistes de la communication prête à intervenir et financé leurs efforts pour concevoir, élaborer et mettre en œuvre diverses campagnes dans les médias, inclure un mécanisme multisectoriel d'intervention des pouvoirs publics dans les programmes nationaux, faciliter la contribution du secteur privé aux actions de communication, former les professionnels des médias à la couverture des pandémies et donner un large écho aux interventions des acteurs institutionnels.

43. À la fin du premier semestre 2007, la FAO, pour répondre à la demande de services consultatifs sur les orientations stratégiques et d'assistance technique en matière de communication relative à la santé vétérinaire, a créé à son siège, au sein du Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières, une équipe chargée de former une masse critique de spécialistes de la communication sur la variante hautement pathogène de la grippe aviaire, de mener des recherches multidisciplinaires en vue de la formulation de stratégies et de fournir une assistance technique destinée à renforcer les capacités et les compétences en matière de communication des États membres de façon que ces derniers puissent faire face à cette variante. L'équipe travaille en étroite liaison avec l'UNICEF et l'OMS. Au Cambodge, par exemple, les petits exploitants agricoles ont été informés des connaissances locales et de la perception des maladies des volailles en général et de la grippe aviaire en particulier avant que les communautés ne soient mises à contribution pour l'élaboration de stratégies de communication mieux aptes à faire changer les comportements.

VIH et sida

44. Un projet mené conjointement au Cameroun par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et la FAO porte sur l'utilisation de méthodes et d'outils de communication pour le développement capables de faire évoluer les comportements et de mobiliser la communauté dans le domaine de la santé en matière de reproduction. Il a entre autres pour objectifs de renforcer les capacités de communication des agents sanitaires et de sensibiliser les décideurs et le grand public aux questions relatives à la santé en matière de reproduction et au VIH/sida.

45. Devant la persistance d'une forte prévalence du VIH et du sida en Afrique orientale et australe, l'UNICEF s'est employé avec d'autres organismes des Nations Unies à renforcer les capacités de communication dans 15 pays de la région en vue de soutenir et mettre en œuvre des stratégies de prévention globales pour les adolescents les plus exposés aux risques. Ces stratégies comprennent des campagnes s'appuyant sur les médias de grande diffusion, les nouvelles technologies, les actions de proximité et les réseaux locaux en tant qu'espaces de dialogue. La mise en œuvre de la Sara Communication Initiative, un ensemble d'outils multimédias de divertissement éducatif conçus pour encourager les adolescents à adopter des comportements sans risque, s'est poursuivie dans toute la région.

46. Le sport mis au service du développement a été utilisé pour sensibiliser les jeunes et les inciter à modifier leurs comportements dans plusieurs pays (Afrique du Sud, Kenya, Rwanda et Swaziland), et un appui a été apporté à des parlements d'enfants et à des forums de jeunes en vue d'influencer les politiques relatives au

VIH et au sida (Burundi, Éthiopie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Somalie). Le Programme des Nations Unies pour l'environnement utilise lui aussi le sport comme un moyen novateur d'assurer l'application généralisée des principes de durabilité et de favoriser le changement social.

47. Au Sommet mondial pour le développement durable ont été approuvées des activités de formation et une aide aux réseaux spécialisés, comme le réseau mondial de jeunes producteurs de programmes de télévision sur le VIH et le sida, soutenu par l'UNESCO, qui visent à renforcer la capacité des professionnels de la communication de produire et diffuser des messages sur certains aspects particuliers du développement en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement, parmi lesquels le VIH et le sida, la réduction de la pauvreté, l'éducation au service du développement durable et la communication dans le domaine scientifique.

Droits de l'homme

48. Le PNUD a travaillé en Ukraine avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'OIM en vue d'engager un dialogue avec les pouvoirs publics pour faire face à la multiplication des agressions racistes et xénophobes visant des étrangers, y compris les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants. La mobilisation des ambassades et des missions diplomatiques multilatérales en faveur d'une action fondée sur le respect des droits et attentive aux problèmes de sécurité a abouti, entre autres avancées, à une condamnation publique de ces agissements par le Président dans les médias.

Éradication de la poliomyélite

49. D'intenses campagnes d'information visant à éradiquer la poliomyélite se sont poursuivies de 2006 à 2008, en particulier en Inde, au Nigéria et au Pakistan. Chaque pays a adopté sa stratégie propre pour atteindre les laissés pour compte et les groupes difficilement accessibles, compte tenu de la situation socioéconomique locale et des facteurs culturels qui conditionnent l'acceptation de l'administration par voie orale du vaccin contre la poliomyélite. Des données collectées dans différents groupes de population en vue de comparer les taux de couverture et d'identifier les ménages récalcitrants avant et après la campagne d'information ont montré que les populations cibles étaient moins méfiantes, mieux informées et mieux disposées à accepter ou à demander spontanément que leurs enfants soient vaccinés. Au Nigéria, les taux de vaccination ont progressé partout où un dialogue avait été engagé avec les communautés, tandis que la proportion de ménages hostiles au vaccin diminuait. Au Pakistan, on a noté une augmentation de la proportion d'enfants vaccinés dans les régions où avaient été menées des actions sociales visant à mobiliser les femmes, qui jouent un rôle essentiel dans les soins dispensés aux enfants, et les autres décideurs. En Inde, le nombre d'enfants vaccinés était dans toutes les zones d'habitation où existaient des comités de mobilisation communautaire plus élevé que dans les zones qui en étaient dépourvues.

50. En République démocratique du Congo, pays sortant d'un conflit, les efforts de communication facilités par le dialogue avec les communautés, les visites auprès des ménages et les partenariats avec les réseaux confessionnels et les médias de

grande diffusion ont contribué à une progression du taux de vaccination systématique, qui est passé de 77 % en 2006 à 87 % en 2007.

Protection de la planète et de l'environnement

51. Le programme du PNUE, Accès en ligne pour la recherche sur l'environnement, lancé en partenariat avec l'OMS et la FAO, la Yale University et de grandes maisons d'édition, a rallié plus de 600 institutions de plus de 50 pays en développement et permet de s'informer à moindre coût des dernières avancées de la recherche sur l'environnement.

52. Le PNUE est l'organisation chef de file pour la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, la principale manifestation du système des Nations Unies dans ce domaine. Le thème retenu en 2008, « CO_2 – non à la dépendance! Pour une économie à faible émission de carbone » est axé sur les solutions, et en particulier les efforts faits au niveau mondial pour atténuer les effets du changement climatique. Le PNUD utilise aussi un « message d'intérêt public » interactif pour inciter les internautes à visiter un site multilingue consacré au changement climatique : www.12simplethings.org/index-fr.html.

53. Fort de sa réputation d'organisateur fiable, le PNUD a réuni des acteurs des médias pour un débat sur le thème de la communication en cas de catastrophe marquant l'anniversaire du tsunami dans l'océan Indien. À la suite de cette réunion, un livre présentant tout un kaléidoscope de points de vue, ainsi que des conseils pratiques sur la manière d'informer le public en cas d'accident ou de catastrophe, a été conçu en puisant dans l'expérience riche et variée des médias, des organismes d'aide au développement et des acteurs du secteur humanitaire. Les outils, les techniques et les méthodes varient, mais il est généralement admis que, pour être efficace, la communication doit être réciproque, sans exclusive, participative et prolongée dans le temps. Elle ne vient pas simplement s'ajouter aux autres interventions en faveur du développement, mais en fait partie intégrante.

54. Au Liban, le PNUD a lancé une campagne nationale pour sensibiliser le public à la nécessité d'économiser l'énergie. Une grande agence de publicité a, à titre gracieux, conçu un slogan, « Some turn-offs do save » (Éteignez pour épargner), et supervisé la production des différents matériels publicitaires. La presse, la radio et la télévision ont été invitées à offrir gratuitement des espaces pour assurer une couverture nationale. Des centaines de messages ont été diffusés, des affiches placardées dans tout le pays et des annonces publiées dans les magazines et les journaux. Puis une campagne d'information massive a appelé l'attention sur les économies que pouvaient représenter pour les ménages et pour le pays de simples gestes quotidiens. Elle a été couronnée en 2006 par le prestigieux Picasso Citizen's Award qui récompense la campagne publique la plus novatrice et créative de l'année.

55. L'UNESCO encourage ses partenaires du système des Nations Unies à utiliser le modèle élaboré par elle à l'intention des médias et présenté dans une brochure sur les médias, partenaires du développement, pour inciter les parties prenantes à engager un dialogue sur les grands enjeux du développement durable, c'est-à-dire le changement climatique, la surexploitation des forêts et des ressources halieutiques, l'eau potable, la biodiversité et la pollution. La brochure invite les journalistes et autres professionnels des médias à enquêter sur les changements de comportement

nécessaires pour accélérer les avancées vers un mode de vie durable. Elle peut être traduite et adaptée à n'importe quelle situation locale et s'accompagne d'un DVD contenant des séquences vidéo et audio et d'un CD regroupant toutes sortes de renseignements utiles, et a été examinée par les membres du Comité de coordination interinstitutions de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

56. Le PNUD soutient les médias et leurs partenaires par de nombreuses actions novatrices. En Sierra Leone, il a élaboré, en partenariat avec le Bureau intégré des Nations Unies et l'Association des journalistes de ce pays, le tout premier code de déontologie des médias, et a soutenu la création d'un club de la presse des Nations Unies qui a permis de renforcer ses relations de travail avec les médias. Au Kenya, le PNUD a mis sur pied un projet de communication pour le développement d'une durée de quatre ans qui prévoit des activités d'encadrement des jeunes journalistes, le lancement d'un prix d'excellence des médias et l'élaboration d'un programme d'enseignement sur la communication et le développement à l'intention des établissements formant des spécialistes des médias.

V. Mesures prises par les organismes, programmes et fonds des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

57. La FAO fournit aux pays membres une assistance technique pour le recensement et l'évaluation des besoins en matière de communication et pour l'application de politiques, stratégies, moyens et messages participatifs appropriés relatifs à la communication visant à soutenir le développement agricole et rural. L'appui à la communication pour le développement figure dans toute une gamme de sujets spécialisés allant au-delà de la recherche et de la vulgarisation, tels que le droit à l'alimentation, la grippe aviaire, la gestion des ressources naturelles, le VIH et le sida, les peuples autochtones, les communications et les moyens d'existence en milieu rural. En particulier sur le terrain, cet appui est fourni en collaboration avec un certain nombre d'organismes des Nations Unies tels que le Fonds international de développement agricole (FIDA), le FNUAP, l'UNICEF et la Banque mondiale. Une évaluation externe indépendante de la FAO a expressément mentionné la communication pour le développement comme domaine technique qui avait continué de fournir des concepts novateurs, des méthodes et une assistance technique pour le renforcement des réseaux de communication ruraux et agricoles.

58. Ces dernières années, en dépit de la diminution des ressources, la FAO a fait œuvre de pionnier en élaborant une nouvelle stratégie pour le renforcement des capacités en matière de communication pour le développement qui tend à renforcer les capacités des paysans et des organisations de peuples autochtones et préconise l'établissement de liens plus étroits entre la société civile et les programmes de développement nationaux. Les approches régionales du renforcement des capacités en matière de communication pour le développement ont été promues par une série de consultations, des ateliers et des plates-formes Web[5] qui ont conduit à un

[5] Amérique centrale : http://www.comunicacionparaeldesarrollo.org/; Rural Radio : http://onda-

échange de données d'expérience sur l'application de la communication pour le développement dans différents contextes[6], tels que l'application de la communication pour le développement à l'adaptation aux changements climatiques, principalement par l'intermédiaire de l'Initiative de développement durable, qui est centrée sur la gestion des ressources naturelles et les moyens d'existence en milieu rural.

59. Si la FAO continue de fournir à ses États membres une assistance technique en matière de communication pour le développement, les moyens dont elle dispose sur le terrain sont limités pour l'intégration de la communication pour le développement dans la planification et l'exécution de programmes tels que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (s'agissant de développement rural) ou ses cadres nationaux de priorités à long terme. À cet égard, la somme des données d'expérience et des enseignements qui s'est accumulée grâce aux programmes sur le terrain doit être consolidée et conceptualisée en vue d'être intégrée dans les programmes globaux d'aide au développement.

Union internationale des télécommunications

60. La contribution de l'UIT à la communication pour le développement se concrétise essentiellement dans l'harmonisation des politiques et principes directeurs relatifs aux TIC, visant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles par la formation, l'éducation et le partage des connaissances, en particulier en Afrique subsaharienne, dans les Caraïbes et dans les États insulaires du Pacifique.

61. Le développement continu des applications en ligne et le suivi des tendances et des faits nouveaux au sein de la société de l'information fournissent aux décideurs et aux parties prenantes une vue globale des besoins et statistiques actuels dans le domaine de l'infrastructure des communications.

62. L'UIT joue un rôle actif dans le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement, qui est un partenariat multipartite regroupant l'OCDE, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Institut de statistique de l'UNESCO, la Banque mondiale, les quatre commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies, à savoir la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et EUROSTAT.

63. Certaines des initiatives notables lancées par l'UIT pour combler la fracture numérique comprennent le Programme mondial de cybersécurité, l'Initiative Connecter l'Afrique, de même que des portails tels que TU ICT Eye et ITU Global View.

---

rural.net/sitio/.

[6] Les résultats des consultations figurent dans la publication de la FAO *A compendium of regional perspectives in communication for development* (Rome, 2007).

Fonds d'équipement des Nations Unies

64. Le Fonds d'équipement des Nations Unies s'appuie sur les initiatives de communication pour le développement pour faire progresser ses objectifs tendant à renforcer les capacités des administrations locales d'améliorer la mise en place de l'infrastructure et la fourniture des services, en vue de répondre aux besoins des populations locales et d'assurer la transparence des décisions et des budgets.

65. C'est ainsi que le Programme d'appui aux autorités locales au Timor-Leste renforce et améliore les flux de l'information entre le gouvernement central et les autorités locales par diverses mesures en matière de communication pour le développement, notamment l'appui à la radio, à l'Internet et à la presse écrite, la documentation concernant les pratiques optimales et la participation des parties prenantes. Le Programme appuie des initiatives qui aident les membres des assemblées locales à communiquer avec plus d'efficacité au sujet des responsabilités de l'administration et à faire en sorte que les communautés aient pleinement accès à l'information concernant l'exécution des budgets locaux. La formation aux principes de communication de base et aux relations avec les médias est organisée à l'intention des membres des assemblées locales en vue d'encourager l'établissement de liens plus forts avec les médias locaux et nationaux et une socialisation plus effective de l'information concernant les travaux des assemblées au sein des communautés. Le Programme a également accru l'infrastructure des communications dans les bureaux locaux des villages en installant des panneaux pour l'affichage de documents publics.

66. En Éthiopie, où l'échange d'informations et de données d'expérience entre régions est l'un des piliers d'un nouveau programme, le Fonds d'équipement des Nations Unies a appuyé l'élaboration d'un manuel gouvernemental local en langue amharique sur la planification et la budgétisation et l'a diffusé dans tout le pays, où le partage de données d'expérience par le biais de visites sur le terrain est organisé de région en région. Le programme s'efforce également de formaliser une approche de l'administration en ligne et du développement local par l'élaboration de nouvelles réglementations, le réexamen des politiques existantes (enseignements tirés de l'expérience) pour qu'elles produisent des effets et soient appliquées aux TIC, ainsi que par l'intégration des TIC dans les programmes de renforcement des capacités des administrations locales.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

67. Le Groupe de la communication et de l'information de la CNUCED a récemment organisé des stages de formation afin de rehausser les capacités de certains fonctionnaires des administrations locales de pays en développement en matière de communication. Le principal objectif était de doter les fonctionnaires gouvernementaux de techniques propres à leur permettre de communiquer avec le grand public sur les questions de commerce et de développement. Les stagiaires ont appris comment écrire différents produits d'information tels que les communiqués de presse ou les pages Web, ainsi que comment organiser une campagne de communication en partant de la mise en œuvre par la CNUCED d'un programme spécifique sur les questions liées à l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, par exemple.

68. Le programme de renforcement des capacités de la CNUCED, à savoir l'Institut virtuel sur le commerce et le développement, renforce les capacités des universités des pays en développement et des pays en transition dans le domaine de l'enseignement et de la recherche concernant les questions relatives au commerce et au développement en : a) facilitant l'accès aux connaissances au moyen des TIC, notamment pour afficher les résultats de travaux de recherche et obtenir un retour d'information en provenance de pairs; b) aidant les universités à concevoir et à dispenser des programmes universitaires adaptés au contexte local; et c) renforçant la capacité de produire ses propres connaissances par le biais d'ateliers, de tables rondes, de travaux de recherche et d'un programme de bourses de perfectionnement. Une attention particulière est consacrée à l'utilité de combler le fossé qui sépare, en matière de communication, le domaine de la recherche de celui de l'élaboration des politiques.

69. Le Réseau pour l'autonomisation des communautés est un outil communautaire d'enseignement et de suivi de la CNUCED qui utilise à la fois les techniques de l'audit social et des rapports citoyens. C'est un instrument visant à faire connaître aux citoyens leurs droits et obligations et créant des liens entre les prestataires de services et les citoyens en vue d'assurer l'échange d'informations. Le processus du Réseau utilise la communauté comme unité d'analyse et part du suivi au niveau local ou communautaire. Il encourage la prise en main des projets de développement par le pays, facilite le suivi communautaire et l'évaluation des résultats et est utilisé le plus souvent dans les zones rurales. Il demande le point de vue des utilisateurs sur la qualité, l'efficacité et la transparence et produit des mécanismes de rétroaction directe entre prestataires de services et utilisateurs, en consolidant les connaissances et les capacités locales et en renforçant la voix des citoyens et l'autonomisation des communautés.

Programme des Nations Unies pour le développement

70. Le PNUD traite les questions de communication pour le développement par l'intermédiaire de ses travaux concernant la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement : consolidation des contextes juridiques/réglementaires, renforcement des capacités, sensibilisation et renforcement des mécanismes de communication disponibles pour les groupes vulnérables. Son approche de la communication pour le développement puise ses racines dans son mandat relatif à la réduction de la pauvreté qui reflète un engagement spécifique envers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs plus généraux énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

71. Le PNUD a récemment apporté des innovations dans le quatrième pilier en particulier. Le Centre d'Oslo pour la gouvernance pilote l'utilisation de la communication pour l'autonomisation afin d'aider les communautés à évaluer leur capacité de recevoir l'information et, qui plus est, de communiquer et d'agir sur cette information. Le partenariat avec le Communication for Social Change Consortium et un financement du Fonds des Nations Unies pour la démocratie ont permis d'appliquer jusqu'ici cette approche au niveau communautaire à Madagascar et au Mozambique, où des activités ciblées s'attaqueront aux défis spécifiques définis dans les audits. Cette opération regroupe plusieurs organismes des Nations Unies, des institutions gouvernementales et des organisations de la société civile.

72. Le PNUD intègre la communication pour le développement dans tous ses domaines d'intervention, œuvrant sur les questions de communication dans le cadre de sa programmation, un exemple étant l'appui aux élections en matière de renforcement des capacités. Avant les élections de 2007 en Sierra Leone, il a engagé les médias nationaux pour la surveillance et pour faciliter le débat public sur le processus électoral. Il a appuyé les activités de sensibilisation ciblant les forces de police et de sécurité, les médias et le public avant les élections législatives de 2007 au Togo et a favorisé la production par la Commission des crimes économiques et financiers au Nigéria d'une pièce télévisée en 13 épisodes sur la lute contre la corruption intitulée « Scam Files ». Au Niger, il a contribué à la production d'un album musical exposant le problème de la corruption. Afin de mieux faire connaître les objectifs du Millénaire pour le développement par le public, le PNUD a télévisé des débats au Togo et formé de jeunes journalistes en République arabe syrienne. Au Liban, la National Awareness Energy Savings Campaign a encouragé l'efficacité énergétique, en mobilisant les stations de radiodiffusion et les organes de presse du pays au moyen de temps d'antenne et d'espace dans les médias offerts gracieusement.

73. Le PNUD tire souvent parti de manifestations spécifiques. Il a regroupé les médias concernés à l'occasion de l'anniversaire du tsunami dans l'océan Indien afin de discuter du reportage sur les catastrophes. Il a également profité du Forum sur la gouvernance en Afrique pour mieux faire comprendre les questions de bonne gouvernance par les dirigeants du secteur privé et les journalistes.

Programme des Nations Unies pour l'environnement

74. Le PNUE a lancé en février 2008 le Réseau pour la neutralité climatique (CN Net) afin de permettre l'adoption et la diffusion de stratégies neutres sur le plan climatique par les administrations nationales et locales, les organisations et les entreprises. CN Net représente une plate-forme en ligne et un réseau permettant aux participants de présenter et d'échanger des informations et des données d'expérience. Les premiers participants étaient quatre pays (Costa Rica, Islande, Norvège et Nouvelle-Zélande) ainsi que des villes, des organisations et des entreprises. En collaboration avec le Groupe de la gestion de l'environnement auquel il sert de secrétariat, le PNUE a produit la publication *Kick the Habit: A UN Guide to Climate Neutrality* (Non à la dépendance! Guide des Nations Unies vers la neutralité climatique) afin de renforcer ses travaux tendant à promouvoir la neutralité climatique à l'échelle mondiale, y compris au sein du système des Nations Unies. Sur la base d'une proposition du Groupe de la gestion de l'environnement parrainée par le PNUE, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a décidé en octobre 2007 d'œuvrer à rendre l'Organisation des Nations Unies et ses activités neutres sur le plan climatique. Le PNUE a créé une équipe Pour une ONU orientée vers la durabilité afin de catalyser cette transformation.

75. La Campagne pour un milliard d'arbres, partenariat entre le PNUE et le Centre mondial d'agroforesterie, parrainé par la lauréate kényane du prix Nobel, Wangari Maathai, et S. A. S. le Prince Albert II de Monaco, a été lancée à la fin de 2006 lors des négociations à Nairobi de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de promouvoir la sensibilisation aux questions environnementales par le biais de la plantation d'arbres. En moins d'une année, des

gouvernements, des villes, des entreprises et le public ont planté 1,5 milliard d'arbres. La campagne a été prorogée en vue de la plantation de 7 milliards d'arbres d'ici à la fin de 2009.

76. En 2007, 275 institutions financières disposant d'un actif de 13 000 milliards de dollars avaient adhéré aux Principes pour l'investissement responsable, facilités par le PNUE et le Pacte mondial. Selon l'Initiative du PNUE sur le financement de l'énergie durable en 2007, le montant des capitaux affluant dans le secteur des énergies renouvelables s'établissait à 100 milliards de dollars, soit un chiffre supérieur de 40 % à celui de l'année précédente. Le Renewable Energy Policy Network for the 21st Century, réseau mondial qui fournit un forum permettant d'imprimer une direction internationale en ce qui concerne les énergies renouvelables et dont le PNUE accueille le secrétariat, a révélé dans son Renewables Global Status Report 2007 que plus de 50 pays du monde entier avaient adopté des objectifs en matière d'énergie renouvelable, y compris 13 pays en développement et de nombreux États et provinces de États-Unis d'Amérique et du Canada. Un rapport compilé par le PNUE, l'Organisation internationale du Travail et des syndicats indiquait que l'industrie des énergies renouvelables emploie à présent davantage de personnes que celle du pétrole et du gaz.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

77. L'approche de l'UNESCO en matière de communication pour le développement englobe le renforcement des capacités et la promotion des politiques. L'accent qu'elle met sur la promotion d'un environnement propice à la liberté d'expression et à la liberté de l'information, ainsi que sur le développement de médias libres, indépendants et pluralistes afin d'encourager une participation populaire au développement durable est fondé sur les droits de l'homme et préconise l'existence de médias communautaires pour faire entendre la voix du peuple et permettre à ce dernier de s'exprimer librement. L'accès à une information représentant des opinions diverses est un préalable à l'autonomisation des populations et à leur participation active à la planification et à la prise de décisions. Les médias peuvent fournir l'accès à l'information et inspirer le dialogue dans des contextes porteurs et de façon professionnelle, ce qui est un défi dans de nombreux pays en développement. En 2007, le Directeur général de l'UNESCO a condamné le meurtre de 171 journalistes et invité instamment tous les États membres à se conformer au droit international pour mettre fin à l'impunité, poursuivre en justice les auteurs de ces crimes et participer à la procédure de communication volontaire d'informations mise en place par l'UNESCO afin de prévenir l'impunité pour les auteurs de crimes et faire progresser les enquêtes judiciaires menées sur chacun des meurtres.

78. Le Programme international pour le développement de la communication de l'UNESCO a alloué 3,7 millions de dollars à 144 projets relatifs aux médias dans des pays en développement et des pays figurant parmi les moins avancés en 2007 et 2008 afin de renforcer les capacités des professionnels des médias, d'améliorer la qualité des établissements de formation de journalistes et de favoriser l'accès de tous à l'information. Avec l'initiative tendant à promouvoir la création de centres d'excellence africains en matière de formation de journalistes, cette contribution rendra les journalistes plus à même d'enquêter ouvertement sur les questions de

développement et de gouvernance. L'UNESCO a établi des indicateurs du développement des médias que les États Membres peuvent utiliser pour évaluer les capacités des médias nationaux, définir les priorités pour le développement des médias et contribuer à intégrer la communication pour le développement dans les stratégies et plans nationaux en matière de communication pour le développement, y compris les bilans communs de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Un programme normatif de formation de journalistes qui se veut un modèle et une trousse de formation à l'intention des médias sur l'éducation pour le développement durable sont certains des outils qui ont été produits afin de rapprocher les pratiques dans les domaines des médias et du développement. Les activités sont exécutées pour élargir la participation civique au sein des médias en améliorant la connaissance des médias parmi les utilisateurs, en favorisant les possibilités d'apprentissage et en promouvant les connaissances scientifiques par l'intermédiaire des médias et des TIC.

79. Le renforcement des institutions qui facilitent l'accès de tous à l'information, en particulier les centres multimédias communautaires, contribue au dialogue sur l'atténuation de la pauvreté, le développement durable, la bonne gouvernance, l'insertion sociale et la démocratie participative. Jusqu'ici, au total 130 centres ont été créés dans 25 pays : 11 en Afrique, 5 en Asie, 7 dans les Caraïbes et 2 en Amérique latine. La première phase d'une grande initiative régionale visant à créer des centres multimédias à l'échelle nationale a été menée à bien au Mali, au Mozambique et au Sénégal, avec la création de 70 centres. Un appui a été également apporté pour le développement de bibliothèques et d'archives ainsi que de centres prestataires de services d'information. Les centres multimédia communautaires proposent à la fois les médias locaux traditionnels tels que les journaux, la radio et la télévision et les technologies nouvelles telles que les ordinateurs, l'Internet et les équipements numériques. Ce sont essentiellement des installations appartenant aux communautés.

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

80. La CESAP œuvre dans les domaines de la prévention des catastrophes, de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, du téléenseignement et de la médecine en ligne, avec la connectivité nécessaire et des centres communautaires sur Internet. Elle fournit une assistance technique aux États membres et aux membres associés pour l'application au niveau régional du plan d'action adopté lors du Sommet mondial sur la société de l'information en lançant des activités visant à promouvoir et à renforcer les capacités dans le domaine des TIC afin de faciliter la concertation et de créer un environnement propice aux TIC au service du développement. Pour coordonner efficacement les activités régionales de tous les organismes des Nations Unies et de toutes les organisations internationales concernés, la Commission organise la réunion annuelle du Groupe de travail interinstitutions sur les technologies de l'information et des communications conjointement avec la Télécommunauté de l'Asie et du Pacifique. Elle fournit des avis sur un accès approprié et abordable aux applications des TIC et aux services en la matière afin de relever le défi de la fracture numérique à combler tout en réduisant la marginalisation des communautés rurales auxquelles manque une infrastructure appropriée des TIC. Le concept de centre communautaire sur Internet, moyen partagé de fournir l'accès aux TIC et aux services connexes, a été reconnu

comme moyen viable d'apporter les avantages des TIC aux communautés. En tant que membre du Partenariat mondial sur la mesure des TIC au service du développement, la CESAP fournit des services de renforcement des capacités afin d'améliorer le suivi de la société de l'information, en particulier dans les pays en développement.

Fonds des Nations Unies pour la population

81. Un rang de priorité élevé est accordé à la communication et aux activités de plaidoyer dans le plan stratégique du FNUAP, qui souligne le recours au plaidoyer et à la diffusion par les médias pour aider les pays à faire progresser la connaissance par le public, ainsi que sa compréhension et son attachement en ce qui concerne l'incidence de la croissance démographique sur le développement durable, l'éducation et la santé maternelle de même que les gains qui peuvent être réalisés grâce à un accès universel aux services de santé en matière de procréation, notamment la planification familiale et la santé en matière de sexualité. Des progrès lents ont été enregistrés vers l'amélioration de la santé maternelle (objectif 5 du Millénaire pour le développement).

82. La communication est cruciale pour un accès aux services de santé qui ont été créés pour améliorer la santé en matière de procréation et une utilisation appropriée de ces services. En réorientant les activités de communication de la fourniture de l'information et de l'éducation vers des campagnes de sensibilisation et en agissant en faveur du changement de comportement, le FNUAP donne aux individus des vues plus pénétrantes et de meilleures connaissances en vue d'un comportement et de pratiques durables et encourage l'élaboration de stratégies nationales globales de communication en vue du plaidoyer et du changement de comportement comme cadre pour tous les apports susceptibles d'harmoniser les efforts nationaux et ceux des donateurs dans la communication pour le changement de comportement, y compris dans le cadre des opérations de programmation commune des Nations Unies.

83. Le FNUAP encourage la collecte de données de base pour évaluer la nécessité d'interventions spécifiques dans le domaine de la communication et l'incidence de ces interventions. Cela comporte l'analyse des publics de la communication et des médias, la recherche socioculturelle pour l'élaboration de programmes et de stratégies respectueux des diverses cultures ainsi que l'évaluation des interventions nécessaires. Le renforcement des capacités du personnel de santé et des membres des communautés est également soutenu par la formation aux stratégies et techniques de communication, qui sont intégrées dans les programmes des établissements de santé publique et de médecine, le travail social, la communication et le journalisme ainsi que les écoles normales.

84. Le FNUAP adopte l'utilisation des TIC et des nouveaux médias, tels que les campagnes, les centres communautaires sur Internet, la téléphonie mobile, les présentations multimédias et d'autres techniques audio et vidéo, pour susciter une prise de conscience et promouvoir les questions relatives à la population et à la santé en matière de procréation. Grâce à la Conférence « Les femmes donnent naissance » qu'elle a soutenue à Londres en octobre 2007, 2 000 participants de haut niveau et des spécialistes de la diffusion ont appelé l'attention du monde sur le fait

que trop de femmes meurent pendant la grossesse et les accouchements et que l'investissement dans la santé des femmes rapporte.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

85. Le programme pour l'appui aux programmes, désormais appelé à l'UNICEF communication pour le développement, est un thème intersectoriel essentiel qui promeut le changement de comportement et les changements sociaux afin de réaliser les objectifs des programmes et du plaidoyer. Ses résultats peuvent se mesurer par : l'accroissement des connaissances et de la prise de conscience; l'amélioration des qualifications et l'acquisition de nouvelles compétences; l'accroissement de la demande de produits et de services; l'amélioration de la prestation de services (par exemple, l'amélioration de l'interaction entre les prestataires de services et les clients); des changements de comportement et de pratiques; des modifications dans les attitudes, les normes sociales et les rapports de force; et le renforcement de l'image positive de soi-même qui accroît l'efficacité. Les changements peuvent également inclure le renforcement des politiques gouvernementales nationales, le fait de persuader les municipalités d'allouer davantage de ressources aux programmes en faveur des enfants, l'amélioration des qualités relationnelles des agents sanitaires, la modification de la façon dont les journalistes perçoivent les questions relatives aux enfants et en rendent compte, ou la modification de la façon dont une communauté perçoit ses propres problèmes grâce à une intervention participative et en dotant ladite communauté des moyens de résoudre ces problèmes.

86. Un examen des rapports établis sur le terrain depuis 2006 indique que la communication aide à : renforcer la voix des communautés et les connecter à la promotion des politiques en amont; motiver et mobiliser la société civile, les organisations communautaires et confessionnelles; et inciter les parents et les communautés à susciter une prise de conscience et favoriser des attitudes et pratiques positives. D'autres effets positifs sont les suivants : le renforcement des politiques nationales; l'allocation, par les municipalités, d'un volume plus important de ressources aux programmes bénéficiant aux enfants; et l'amélioration des compétences relationnelles parmi les agents sanitaires.

87. Les stratégies de communication pour le développement sont regroupées autour d'initiatives phares pour la survie et le développement de l'enfant, la protection et la participation ainsi que la réalisation des droits des enfants et des femmes. Elles vont de l'apprentissage participatif à la mobilisation des chefs religieux en passant par l'utilisation des nouvelles technologies. Un cadre stratégique quadriennal et un cadre de renforcement des capacités en vue de la communication pour le développement guideront ces efforts et renforceront les capacités techniques du personnel, des partenaires et des homologues grâce à un processus guidé par l'examen à mi-parcours du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF et le transfert du groupe de la communication pour le développement à la Division des politiques et pratiques.

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

88. Le contexte politique extrêmement chargé dans lequel l'UNRWA travaille pose de redoutables problèmes pour sa stratégie de communication. En coordination avec le Bureau du Commissaire général, le Bureau du porte-parole conçoit les messages destinés aux principaux publics : les réfugiés, le grand public touché par l'intermédiaire des cinq bureaux où l'Office travaille, les parties au conflit, les gouvernements hôtes, les donateurs ainsi que les publics régionaux et internationaux. Il collabore avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient afin de coordonner les messages et d'organiser les campagnes médiatiques dirigées par des organismes spécifiques. Par exemple, l'UNICEF dirige la campagne de communication interinstitutions commune concernant le retour à l'école au début de l'année scolaire et le PAM dirige la campagne sur l'insécurité alimentaire. L'UNRWA est chef de file pour la Journée mondiale des réfugiés.

Banque mondiale

89. La Division de la communication pour le développement de la Banque mondiale a commencé à participer aux tables rondes interinstitutions sur la communication pour le développement en 2004 et a depuis activement contribué à l'ouverture du dialogue et au lancement de propositions. La Banque a joué un rôle important pour regrouper des centaines de praticiens de la communication pour le développement au premier Congrès mondial sur la communication pour le développement, accueilli conjointement par la FAO et le partenariat Communication Initiative à Rome en 2006 et elle préconise l'intégration des politiques et pratiques en matière de communication pour le développement dans les programmes et projets des organisations internationales, de même que le recours à des évaluations communautaires pour améliorer la conception et la viabilité des projets.

90. Le premier Congrès mondial sur la communication pour le développement, qui a vu la participation de près de 1 000 membres de la société civile, universitaires et organismes des Nations Unies, témoigne des efforts déployés par la Banque mondiale pour consolider les connaissances et les stratégies dans ce domaine. Les conclusions du premier Congrès mondial sont résumées dans le Consensus de Rome : communication pour le développement : pilier majeur du développement et du changement, qui définit la communication pour le développement comme un processus social basé sur un dialogue faisant appel à toute une gamme d'outils et de méthodes. Il s'agit aussi de rechercher le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, des mesures de confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'élaboration de politiques, le débat et l'apprentissage en vue d'un changement durable et significatif. Il ne s'agit ni de relations publiques ni de communication institutionnelle.

91. La Banque mondiale a conçu en 2006 un programme mondial faisant de la communication l'un des trois piliers centraux des programmes nationaux. Plus de 46 programmes nationaux ont négocié des décaissements de fonds pour créer des équipes d'intervention en matière de communication, organiser des campagnes médiatiques, commander des plans d'activité des médias, former des professionnels des médias et produire des documents imprimés, etc.

VI. Actions des organisations des Nations Unies menées en collaboration avec la société civile

92. La communication pour le développement est une pratique familière aux groupes de la société civile travaillant, principalement au niveau local, en dehors des cadres d'intervention des Nations Unies et des mécanismes de planification nationaux.

93. Les groupes de la société civile et les organisations non gouvernementales devraient participer, dès les premiers stades de leur conception, à la définition des stratégies nationales de communication pour le développement.

94. Voici quelques exemples de collaboration avec la société civile :

a) La Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire a organisé, en octobre 2007, son mouvement de mobilisation annuel « Debout et agissez », pendant lequel 43,6 millions de personnes, en particulier en Asie et en Afrique, ont montré leur détermination à tenir leurs dirigeants comptables de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, soit près du double du chiffre record de 2006 enregistré par Guinness World Records. Cette année, les efforts de mobilisation ont été menés en collaboration avec un large éventail de partenaires, dont des groupes confessionnels, Alliance mondiale contre la pauvreté, le Département de l'information du Secrétariat et plusieurs équipes de pays des Nations Unies. La campagne a connu un grand retentissement et a offert à bon nombre de groupes de laissés pour compte parmi les plus démunis la possibilité de faire entendre leur voix aux plus hauts niveaux.

b) Le PNUD a mis à profit le Forum sur la gouvernance en Afrique pour approfondir la compréhension, par les décideurs du secteur privé et les journalistes en activité, de la communication sur les questions relatives à la bonne gouvernance en Afrique. Parallèlement au sixième Forum, consacré en 2006 au Mécanisme d'évaluation intra-africaine, le PNUD et le Groupe de personnalités éminentes du Mécanisme ont organisé un forum des médias, en collaboration avec le Media Institute of Southern Africa et la Fondation Reuters. En 2007, le PNUD a organisé un échange de vues avec les médias à l'occasion du septième Forum, qui avait pour thème « Bâtir un État capable en Afrique ». Une vingtaine de journalistes de toute la région ont participé à la réunion, facilitée une fois encore par la Fondation Reuters.

i) Au premier Congrès mondial sur la communication pour le développement, le Consensus de Rome a été adopté par près d'un millier de représentants de la société civile, des milieux universitaires et des organisations des Nations Unies.

ii) L'UNICEF a lancé en partenariat avec Google et Un enfant, un ordinateur le projet « Our stories », qui a pour objet de réunir et conserver les histoires recueillies par 5 millions de jeunes du monde entier. Ce projet offre la possibilité de partager leur histoire personnelle à des enfants choisis en priorité dans des pays en développement auxquels est fourni un ordinateur ou que des producteurs de programmes de radio soutenus par l'UNICEF aident à réaliser des entretiens. Les enfants sont invités à recueillir l'histoire de leurs aînés, des membres de leur famille et de leurs amis. Les enregistrements réalisés sur place peuvent être consultés en ligne, accompagnés d'un court texte de présentation et d'une photographie, lorsque l'on clique sur l'une des icônes figurant sur une carte Google. « Our stories » se veut un instrument de

plaidoyer et de partage de l'information à l'échelle mondiale (http ://www.ourstories.org/fr/).

iii) L'UNRWA organise périodiquement des rencontres avec des organisations de la société civile et des organisations de réfugiés dans les cinq régions où l'Office s'emploie sur le terrain à coordonner les actions de communication et de messagerie. Dans la bande de Gaza, il a noué d'étroites relations de travail avec un large éventail d'organisations de la société civile, de groupes de défense des droits de l'homme, d'associations caritatives et d'organismes d'aide au développement. Au Liban, la reconstruction du camp de réfugiés de Nahr el-Bared a nécessité une vaste consultation des organisations de la société civile locales et nationales sur la communication, ainsi que sur tous les aspects des programmes de développement.

VII. Conclusions et recommandations

95. **Dans le cadre du processus de réforme des Nations Unies en cours, il apparaît important de veiller à ce que des ressources soient allouées aux efforts visant à faire de la communication pour le développement un volet prioritaire de toutes les activités de programme des organismes, fonds et programmes, y compris la formation de spécialistes des Nations Unies en la matière.**

96. **Le groupe qui organise la Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement s'efforce de nouer des liens formels avec le Groupe des Nations Unies pour le développement, première étape de l'adoption de méthodes de travail harmonisées et cohérentes. Il compte que cela permettra de résoudre certains problèmes communs, en particulier ceux qui ont trait à l'intégration de la communication pour le développement dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en tant qu'activité prioritaire.**

97. **La Table ronde interinstitutions permet un échange fécond d'idées et de points de vue avec le Groupe de la communication des Nations Unies sur la communication pour le développement, qui met ainsi en relief les différences et les points de complémentarité entre les programmes de communication pour le développement et ceux qui ont pour objet d'assurer une meilleure visibilité.**

98. **Reconnaître à la Table ronde le statut de groupe de travail interinstitutions des Nations Unies lui permettra, lors de ses réunions biennales, de suivre non seulement l'application de ses propres recommandations, mais aussi les progrès accomplis dans l'intégration de la pratique de la communication pour le développement dans les mécanismes pertinents de planification et d'exécution des programmes au sein de l'ONU, ainsi que dans la collecte systématique de données et la définition de priorités transversales comme l'égalité entre les sexes.**

99. **La communication est plus qu'un outil de création et de diffusion de contenus et devrait être utilisée pour faciliter les processus de changement social pertinents. La multiplication des points de contact chargés de la communication pour le développement par des organismes, fonds et programmes ayant ou non des activités dans ce domaine montre qu'elle répond à des besoins croissants et suscite un intérêt grandissant.**